

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE

33 Route de Magneux
St Bertrand
42110 Chambéon

Références : UID4243-MEA-024-0337

Code AIOT : 0006101161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE implanté Randan et La Pège 42110 Chambéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE
- Randan et La Pège 42110 Chambéon
- Code AIOT : 0006101161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de sables et graviers sise aux lieux-dits "Les Rompets", "La Pège", "Le Chatelard sur la commune de Chambéon et au lieu-dit "Les Chalinats" sur la commune de Magneux-Haute-Rive, a été créée en 1985 et exploitée par la société des Sablières et Entreprise MORILLON CORVOL.

Cette carrière qui a fait l'objet de plusieurs demandes d'extension, est actuellement exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 7/07/2004, prolongé une première fois pour 4 ans pour le remblaiement par l'arrêté préfectoral du 09/07/2019, puis par un second arrêté préfectoral autorisant l'exploitation jusqu'au 09/07/2025.

Un dossier de demande d'autorisation pour le renouvellement et l'extension de la gravière a été déposé en octobre 2024 et est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Eau – Sécheresse – Quantité	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article Article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1	Sans objet
4	Eau – Qualité	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10,2	Sans objet
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de demande d'autorisation de prolongation et d'extension de l'exploitation de la carrière est en cours d'instruction.

Le dossier déposé en octobre 2024 tient compte et intègre les réponses aux constats et demandes formulés lors de cette inspection en particulier en ce qui concerne la caractérisation des déchets valorisés en remblai et la gestion de l'eau sur le site et ses installations de traitement.

Si aujourd'hui les mesures de surveillance de suivi de la qualité des eaux souterraines permettent de s'assurer de l'absence d'impact du site sur le milieu, l'exploitant est invité à maintenir une attention

soutenue sur l'origine, la qualité et la caractérisation des déchets valorisés en remblai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
Constats : Le site dispose d'une procédure d'acceptation préalable permettant, pour les lots les plus importants, d'effectuer en amont des vérifications sur l'origine des déchets. Les déclarations d'acceptation préalable (DAP) des matériaux extérieurs inertes ponctuelles ou annuelles sont rédigées en amont de l'apport des matériaux. Un contrôle visuel et olfactif est ensuite réalisé lors de l'arrivée sur site. Pour les lots les moins importants (diffus), la vérification des informations est réalisée à l'entrée du site. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir les registres des déchets entrants et des refus pour la période du 01/12/23 au 01/06/24. Il apparaît dans le document fourni que la majorité des lots reçus sont issus de plateforme de regroupement de déchets. Les informations concernant l'origine des chantiers dont les lots sont issus ne sont donc pas disponibles. Une caractérisation de ces lots, permettant à l'exploitant de s'assurer de leur caractère inerte doit donc être demandée. Si le producteur du déchet ne fournit pas d'information suffisamment précise quant à l'origine des lots, et/ou d'analyse permettant de garantir leur caractère inerte, il appartient à l'exploitant de la carrière de mettre en œuvre les tests nécessaires afin de s'en assurer. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir procédé depuis le début de l'année 2024 à aucun contrôle inopiné ou analyse de caractérisation des lots ayant fait l'objet d'une procédure

d'acceptation préalable avant leur valorisation en remblai.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra aux services de l'inspection tout élément de preuve permettant de garantir le caractère inerte des déchets accueillis et mis en remblai depuis le 01/12/2023. L'exploitant définira et mettra en œuvre une procédure de contrôle des déchets avant mise en remblai lui permettant de recueillir les informations suffisantes pour s'assurer de leur caractère inerte. Les lots de déchets diffus ou provenant de sites de regroupement de déchets, à défaut d'avoir fait l'objet de caractérisation préalable, devront être analysés, avant mise en remblai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction

<p>produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.</p> <p>3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant renseigne le RNDTS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eau – Sécheresse – Quantité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article Article 7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par dérogation aux dispositions du 11.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, le pompage pour l'exploitation dans le plan d'eau de l'extraction est autorisé (débit maximum : 200 m³/h). L'abaissement au niveau de ce plan d'eau ne devra pas excéder 50 cm. L'eau pompée sera utilisée, préférentiellement, pour l'alimentation en eau du circuit de lavage des matériaux. Les eaux rejoindront la nappe, au niveau du bassin d'eau clair et, pour le surplus, seront déversées dans l'Aillot. Une grille sera installée au niveau du fossé permettant le déversement dans l'Aillot afin d'empêcher la libre circulation des poissons.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette thématique a fait l'objet d'une inspection dédiée le 03/10/2023 tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif des enjeux liés à la consommation d'eau sur le site d'extraction et sur le site de lavage/traitement des matériaux.</p> <p>Il a notamment été demandé à l'exploitant de faire état de ses réflexions concernant la diminution du prélèvement d'eau dans le milieu naturel via l'étang, et de la mise en circuit fermé de ces eaux de process traitées.</p> <p>Présentées lors de l'inspection, l'exploitant a formalisé ses demandes de modifications des installations de pompage et de traitement des eaux dans le dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension déposé le 16/10/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Souhaitant bénéficier d'une adaptation au régime général prévu par les arrêtés-cadres sécheresse, l'exploitant transmettra le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) et son schéma de circulation et d'utilisation des eaux actualisés, pour le site d'extraction, et pour l'installation de traitement, démontrant que les besoins en eau pour le procédé ont été réduits au minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Eau – Qualité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10,2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes: • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30° C ; • les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Un contrôle annuel de la qualité des rejets à l'Aillot sera réalisé. Les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Cette thématique a fait l'objet d'inspections spécifiques le 03/10/2023 tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif des enjeux liés à la consommation d'eau sur le site d'extraction et sur le site de lavage/traitement des matériaux. Les mesures engagées et les réponses à la lettre de suite d'inspection du 03/10/2023 ont été transmises le 08/07/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10,3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la Nappe
Prescription contrôlée : Les piézomètres mis en place et les plans d'eau voisins feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère. Les relevés piézométriques seront réalisés tous les mois. On relèvera simultanément le niveau de l'eau dans les plans d'eau. Les analyses de contrôle des eaux de la nappe seront réalisés sur chaque piézomètre et dans les plans d'eau: la périodicité des contrôles sera annuelle et ils s'arrêteront 6 mois après l'arrêt de l'exploitation. 11/12 Chaque analyse comprendra la mesure du pH, de la DCO, de la DBO5, des MES et la teneur en hydrocarbures totaux .
Constats : Cette thématique a fait l'objet d'une inspection dédiée le 03/10/2023 tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif des enjeux liés à la consommation d'eau sur le site d'extraction et sur le site de lavage/traitement des matériaux. Les mesures engagées et les réponses à la lettre de suite d'inspection du 03/10/2023 ont été transmises le 08/07/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les rapports d'analyse des eaux souterraines réalisées au titre de l'année 2024.

Il est rappelé à l'exploitant que ces résultats commentés doivent être annuellement transmis au service de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite